



Déclaration des représentants FSU au CTSD du 7 avril 2022

Dans l'Aube, le bilan de l'action éducative du gouvernement depuis 2017, c'est ça :

- en collège, pour une variation d'à peine -0,56% d'élèves en 5 ans (soit 69 élèves), c'est -27 divisions, soit la disparition de l'équivalent d'un gros collège ;
- ce sont 2 dispositifs SEGPA fermés à Arcis sur Aube et à Aix-en-othé, -153 élèves, - 11 divisions. Une course à la norme comptable passant par le changement des seuils aux tests pour ne plus y orienter les élèves ;
- ce sont 60 postes d'enseignants en moins dans le second degré, le taux d'encadrement s'est dégradé, les difficultés de remplacements sont devenues une norme même pour les absences longues connues à l'avance.

Seules réponses : 2 HSA imposables pour tous et une majorité des professeurs stagiaires qui sera à temps plein à la rentrée, augmentant ainsi le risque de démissions ;

- une réforme du lycée dirigée par Pierre Mathiot, un ami de 30 ans du ministre, qui promettait de laisser libres les élèves dans leurs choix, leurs appétences et qui a juste détruit le baccalauréat, le lycée, le groupe classe et met en concurrence les disciplines. Nous constatons une véritable montée en puissance de la souffrance des élèves et des collègues, encore accentuée cette année par le projet local d'évaluation;
- un véritable démantèlement de l'enseignement professionnel sous statut scolaire est engagé alors qu'il a fait ses preuves pour conduire à la réussite l'ensemble jeunes ;
- Parcoursup qui, avec les mêmes problèmes qu'APB, n'est cependant plus un système d'affectation dans l'enseignement supérieur mais un système de sélection des lycéens, sur des critères opaques (critères variables d'un établissement supérieur à l'autre, surévaluant l'importance des « lettres de motivation ») et qui engendre un stress insupportable pour les jeunes ;
- l'autoévaluation des établissements ou comment fatiguer les personnels dans des demandes institutionnelles culpabilisantes et inutiles avec des progrès à réaliser et des objectifs à atteindre quand l'État, lui, détruit les emplois et s'attaque au métier.

- Une baisse des places aux concours, qui ne compensent pas les départs en retraites, et qui institutionnalise le recours aux contractuels
- un nombre insuffisant de postes notamment de remplacement dont les élèves, leur famille, les collègues et les directeurs de petites écoles non déchargés font les frais.
- Une multiplication des « dispositifs de pilotage » qui amputent les moyens mis devant élèves
- Une politique de dédoublement des classes, qui ne fait pas ses preuves, sans mettre de moyens, ce qui conduit à fermer sur d'autres territoires.

Ces réformes sont une véritable destruction du service public, les personnels de l'Éducation Nationale sont jetés en pâture dans les médias et tenus pour responsables des échecs.

Par ailleurs, la violence du volet Éducation pour les 5 ans à venir présenté par le candidat sortant est ahurissante.

Ce programme, c'est l'école du marché. C'est le salaire au mérite, ce sont de nouvelles tâches à assurer alors que nous sommes déjà à bout, c'est le classement des établissements et des personnels en fonction des résultats, c'est être devant les classes jusqu'à 65 ans ... c'est même remettre des mathématiques dans le tronc commun du lycée général ... alors que c'est lui qui les a supprimés.

On dépasse le stade du rationnel. Le lien avec le monde éducatif est coupé. Les personnels sont méprisés.

Dans le premier degré, deux enquêtes convergent sur le bilan de cinq ans de cette politique et de ce ministre, c'est plus de 80% des personnels insatisfaits de leur conditions de travail et en désaccord avec les choix opérés.

Ce que le gouvernement a refusé de faire pendant 5 ans, c'est augmenter les salaires pour rendre le métier d'enseignant attractif, recruter des personnels et baisser le nombre d'élèves par classe pour mieux les accompagner et les faire réussir, mettre en place une réelle médecine du travail et remettre à plat la réforme du lycée, du bac et de la voie professionnelle.

Mais plutôt que cela, le ministère Blanquer préfère dépenser "un pognon de dingue" dans des cabinets de conseils, qui n'ont comme compétence que celle de vous piquer votre montre pour vous donner l'heure.

Nous avons une autre ambition pour les écoles, les collèges et les lycées et demandons l'amélioration des conditions de travail en classe, pour les élèves et les personnels, une vraie revalorisation du métier d'enseignant, une amélioration du système éducatif favorisant la réussite de tous et fondé sur une concertation à toutes les échelles !